

« TENDANCES DE L'ORIENT »

# La crise du capitalisme sauvage

*par Pierre Khalaf*

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 15 AOÛT 2011

ENGLISH



**Émeutes à Londres : l'échec militaire de l'impérialisme en Amérique latine, puis au Proche-Orient, provoque l'effondrement d'un capitalisme basé sur l'exploitation du Tiers-monde.**

## La tendance générale

### **L**a crise du capitalisme sauvage

Après la Grèce et le Portugal, les troubles ont frappé la Grande-Bretagne, alors que Paris, Rome et Madrid vivent dans la terreur de voir les émeutes les toucher également. L'Union européenne et sa monnaie unique semblent en totale apesanteur, en dépit des efforts de sauvetage déployés par l'Allemagne, qui est le pays européen le moins touché par la crise.

Certes, chaque pays a ses propres spécificités et particularismes. Mais ces événements sont l'illustration de la crise profonde du capitalisme sauvage et de l'effondrement de sa structure intellectuelle et culturelle néolibérale qui le gouverne depuis les années 80 du siècle dernier, et dont le duo anglo-saxon, Ronald Reagan et Margaret Thatcher, ont jeté les bases.

Les guerres coloniales lancées par les États-Unis, et avec eux l'Occident, ont provoqué une hémorragie des ressources humaines et économiques des pays industrialisés. Les changements intervenus après la fin de la Guerre froide et l'effondrement de l'Union soviétique avaient permis aux États-Unis d'utiliser leurs gigantesques capacités militaires pour instaurer un des plus cruels systèmes de pillage qu'ait connu l'humanité. Mais heureusement pour l'humanité, ces mêmes changements ont miné les fondements du système unilatéral mondial mis au point par le Conseil de la sécurité nationale US dans les années 80, basé sur l'utilisation de la supériorité militaire des États-Unis pour dominer le monde et empêcher l'émergence d'une puissance rivale.

Washington n'a pas pu éliminer la détermination des peuples d'Amérique latine et du monde arabo-musulman à résister à l'hégémonie. L'Amérique latine s'est ainsi libérée de la domination de l'Oncle Sam, après avoir été pendant des décennies sa chasse-gardée. Et le monde arabo-musulman, notamment les résistances libanaise, palestinienne, irakienne et afghane, ont infligé aux États-Unis et à leur protégé, Israël, des défaites cuisantes qui ont radicalement modifié non seulement les rapports de forces internationaux mais aussi le cours de l'histoire. D'autre part, la détermination de puissances montantes, comme l'Iran, le Brésil, le Venezuela, à acquérir les outils de l'indépendance politique, économique et technologique, a constitué un obstacle de taille sur lequel sont venues se briser les ambitions hégémoniques unilatérales de Washington.

La crise des pays capitalistes s'est traduite par une incapacité à soutenir la concurrence et un épuisement des ressources économiques et des réserves financières accumulées pendant la période du pillage. Le chômage et la stagnation puis la récession économique ont complété le tableau sombre de la décadence de l'Occident.

Les senteurs puantes du racisme ont recommencé à se dégager à l'occasion des émeutes de Grande-Bretagne, provoqués par des pans entiers d'une jeunesse marginalisée et de couches exclues du système. Et la répression implacable, menée par le gouvernement, montre le vrai visage de ces pays qui prétendent hypocritement défendre les droits de l'homme.

Les événements de Grande-Bretagne ne sont que le début du processus d'effondrement du système capitaliste sauvage. Les émeutes vont s'étendre à d'autres pays et atteindront la forteresse du capitalisme, les États-Unis, qui sont au bord de la faillite financière. Pendant ce temps, à l'autre bout de la planète, la Chine, une puissance économique géante, commence à prendre sa place et à achever le processus d'acquisition des outils nécessaires pour renforcer son indépendance.

## La tendance en Syrie

### La Syrie, le maillon le plus... fort

La guerre contre la Syrie a commencé : Si, en Occident et dans certains pays arabes, les médias et les responsables politiques ne parlent que de manifestations pacifiques réprimées dans le sang, la vérité commence à éclater quant à l'existence de groupes armés, de trafic d'armes, d'attentats visant les infrastructures économiques et administratives, d'assassinats, de corps de militaires et de civils mutilés, filmés et jetés dans des rivières ou des fosses communes, et de véritables combats entre les forces de l'ordre et les bandes armées, comme cela s'est produit dimanche dans la ville portuaire de Lattaquié.

Les révélations de Dmitri Rogozine, le représentant permanent de la Russie auprès de l'Alliance atlantique, au sujet d'un plan élaboré par l'Alliance consistant à mener une opération militaire contre la Syrie, et à terme contre l'Iran, signalent une nouvelle étape de cette guerre commencée à l'intérieur du pays par des bandes armées.

Briser la relation entre les pays et les mouvements qui mènent le combat contre les projets israélo-américains revêtait, longtemps avant les attentats du 11 septembre, une importance majeure dans les stratégies hégémoniques américaines.

Même l'occupation de l'Afghanistan et de l'Irak, n'était pas le but final. L'ultime objectif est d'encercler la Syrie et l'Iran. Toutefois, le fiasco états-unien tant en Irak qu'en Afghanistan a conduit à un changement de stratégie : au lieu d'attaquer l'Iran, on s'est tourné vers les maillons de la chaîne considérés comme étant les plus faibles. Le Liban offrait, surtout avec le retrait des troupes

syriennes, l'occasion à ne pas rater pour en finir avec le Hezbollah. Mais Israël a essuyé une cuisante défaite lors de la guerre de 2006. L'arrogance de l'État hébreu a subi le même sort lors de l'agression contre Gaza en hiver 2008–2009. Depuis lors, les yeux se sont tournés à nouveau vers l'Iran : sanctions, rumeurs d'attaques imminentes, diabolisation aux yeux du monde sunnite. Cependant, l'Iran est un trop gros morceau, difficile à avaler et encore moins à digérer. Cap alors sur la Syrie.

Mais une fois de plus, le vrai axe du mal, États-Unis–Israël et leur vassaux, découvriront une fois de plus que leur calculs étaient faussés à la base. La Syrie est un maillon encore plus solide que les autres.

## La tendance au Liban

### **Hariri impliqué dans le trafic d'armes vers la Syrie**

Après avoir fait l'objet d'une polémique ces quatre derniers mois, le trafic d'armes du Liban vers la Syrie est devenu une affaire politique, sécuritaire et judiciaire, avec la constitution d'un dossier comportant des informations, des preuves, et des suspects sous les verrous.

Selon des informations sûres, des réseaux destinés à acheminer des armes de toutes sortes aux extrémistes islamistes en Syrie, ont été formés au Liban depuis assez longtemps. Ces réseaux bénéficient d'un soutien financier et logistique du Courant du futur, dirigé par l'ancien Premier ministre, Saad Hariri. Les services de sécurité ont arrêté récemment trois personnes, dont deux frères, qui ont avoué avoir procédé une trentaine de fois à des livraisons d'armes à des insurgés syriens par voie de mer. Les armes étaient embarquées à partir du port contrôlé par la société foncière appartenant à Hariri, Solidere, dans le centre de Beyrouth, et débarqué à Baniyas, sur le littoral syrien. Les deux frères suspects ont été libérés, samedi, après des pressions politiques exercées sur la justice pour éviter que des charges soient retenues contre eux.

L'arrestation de ces trafiquants ne fait que confirmer ce que les experts savaient depuis longtemps. Le seul fait que les prix des armes automatiques (Fusils à pompe, AK 47, M 16) et des grenades

de tout type aient quintuplé au marché noir prouve l'existence d'une demande forte et exceptionnelle, qui ne peut s'expliquer que par l'ouverture d'un nouveau, syrien en l'occurrence.

L'implication de M. Hariri dans les troubles en Syrie ne se limite pas à la livraison d'armes. Selon certaines informations, la réaction hystérique à la décision de l'ancien ministre des Télécoms de reprendre possession d'un bâtiment relevant de son ministère à Beyrouth, en mai, visait à camoufler des preuves compromettantes. Ce bâtiment renfermait en effet un troisième réseau de téléphone mobile, privé, qui couvrait une partie du territoire syrien et qui servait de relai pour les opposants et les insurgés syriens, qui ont fait de l'image –souvent truquée–, leur principale arme pour inciter l'Occident à intervenir dans –ou plutôt contre– leur pays.

A tous ces agissements, Saad Hariri a ajouté un discours politique qui ne se cache plus derrière des euphémismes. Il s'est positionné officiellement contre le régime syrien, aux côtés des insurgés.

En adoptant une telle attitude, Saad Hariri, son parti politique et ses alliés violent une des principales dispositions de l'accord de Taëf, qui a mis fin à la guerre civile. Cet accord stipule, entre autre, que le Liban ne peut être utilisé comme base pour comploter contre la Syrie et vice-versa. M. Hariri, qui reprochait au Hezbollah d'aller en guerre contre Israël sans consulter les autres Libanais a décidé, lui, d'aller en guerre contre un pays ami, la Syrie, malgré l'hostilité d'une majorité écrasante de Libanais.

## Discours et déclarations

**Najib Mikati**, Premier ministre libanais

*« Les circonstances délicates que traverse la région font que nous devons consolider l'unité interne. Les Libanais ne doivent pas être partie prenante dans les conflits régionaux afin de garder leur pays à l'abri de la tempête. Quel intérêt a le Liban à se jeter dans les flammes qui brûlent son entourage ? Rien n'est plus facile que de verser dans la surenchère et de lancer des slogans porteurs qui exacerbent les passions. Mais de tels procédés sont dépassés. D'ailleurs, les Libanais ne sont plus aveugles. Ils sont conscients de ce qui se passe et savent parfaitement où réside l'intérêt de leur*

*pays. Tous les Libanais doivent conjuguer leurs efforts pour consolider la stabilité et donner l'opportunité au gouvernement de remplir son devoir pour faciliter la vie quotidienne des citoyens. L'abstention du Liban au Conseil de sécurité, lors du vote de la déclaration présidentielle sur la Syrie, le met à l'abri des dangers qui guettent. D'ailleurs, les pays membres et la communauté internationale ont parfaitement compris notre position. Si l'on s'était opposé au vote, on aurait réussi à empêcher l'approbation du communiqué qui accable la Syrie, mais en agissant comme on l'a fait, on a permis l'adoption de la déclaration sans pour autant accepter que l'on nous impose de prendre position dans la politique des axes. C'est la première fois que le Liban ne constitue pas une plateforme pour la guerre d'autrui et que ce sont d'autres pays qui le remplacent désormais sur ce plan. »*

**Michel Aoun**, principal leader chrétien libanais, allié du Hezbollah  
« *La situation en Syrie est calme, et ce que nous entendons dans les médias est sans fondement. Quand l'armée syrienne est entrée à Hama la semaine dernière, elle n'a pas eu recours à la violence contre les civils de la ville. Le calme prévaut dans l'ensemble du territoire syrien, à savoir Damas, Alep et Homs, même si certains problèmes, en tout cas peu dangereux, jaillissent parfois au niveau de cette dernière ville. Sans vouloir défendre le régime syrien, je mets en garde contre l'ingérence internationale dans les affaires internes de la Syrie, qui subit les pressions externes de ceux qui veulent y imposer leurs demandes sans se soucier de la réforme effective. Il y a quatre injonctions auxquelles il est demandé à la Syrie de se résigner : l'abandon de l'Iran, du Hezbollah et du Hamas, et l'ouverture de négociations avec Israël. La Syrie n'a jamais porté atteinte à aucun pays arabe, ni à la Turquie d'ailleurs. Elle a déjà entamé ses propres réformes qui ont juste besoin de temps pour être mises en application. Ces réformes doivent aboutir, pour l'intérêt d'abord du peuple syrien. L'Occident mène un combat contre la Syrie avec le sang des Syriens. J'appelle le peuple syrien à la raison, à se calmer et à s'exprimer par les urnes et non par la violence. L'exercice médiatique fausse la vérité, notamment en période de guerre (...) Les États-Unis grâce à Dieu, ont la tête d'un éléphant et le corps d'une fourmi. Si la tête des*

*États-Unis était de la même taille que leur corps, nous aurions vu des miracles. Ce n'est pas vrai que les pays occidentaux défendent les droits de l'homme. »*

**Nabih Berry**, président du Parlement libanais

*« L'ennemi israélien a toujours voulu créé une cassure entre l'État et la Résistance. Israël n'a jamais eu besoin d'alibis pour lancer une guerre et l'ennemi avait annoncé fin mai 2006 son intention de frapper le Liban et sa détermination à changer les règles du jeu. L'intention actuelle d'Israël est de mettre la main sur le pétrole et le gaz du Liban. Que le monde sache que la mer du Liban ne sera jamais prise ou occupée, tout comme Israël n'a jamais réussi à spolier son espace ou son territoire. »*

**Naïm Kasseem**, secrétaire général adjoint du Hezbollah

*« La formule armée-peuple-résistance permet au Liban d'être fort face à l'agression, d'être indépendant face à la tutelle, de récupérer ses droits au lieu de s'avouer vaincus, sans pour autant avoir recours au Conseil de sécurité complice d'Israël. Cette formule a d'abord permis de libérer le territoire puis d'infliger une défaite à l'occupant. Elle a également permis de protéger le Liban. Pourquoi cela pose-t-il un problème de déclarer que nous sommes parfaitement prêts à défendre le pays ? Est-ce là un péché que nous sommes en train de commettre, si nous parvenons à inquiéter l'ennemi ? Nous sommes tenus de lui inspirer la crainte, tous les jours, sinon il se chargera de le faire. Nous devons l'empêcher de commettre l'erreur qui consiste à nous attaquer. Le fait d'être prêts à faire face à l'ennemi est de nature à garantir la stabilité et le développement du pays. Certaines parties au Liban sont en fait l'instrument du projet américano-israélien et œuvrent à affaiblir le pays de l'intérieur. Certains tentent d'impliquer le Liban aux événements qui ont lieu en Syrie. Cette ingérence n'est pas profitable ni au Liban ni à la Syrie. Nous avons toujours dit que ce qui affecte la Syrie est de nature à affecter le Liban et vice-versa. Nous sommes pour une Syrie stable, pas pour un pays inquiet et tendu. »*

**Amine Gemayel**, ancien chef de l'État, membre du 14-Mars

*« La résistance à l'obscurantisme est un devoir aussi impérieux que*

*la résistance à l'occupation. Le Liban est exposé à un nouveau soulèvement pour y rétablir la démocratie. Nous tenons à rassurer le Hezbollah que personne au Liban ne veut sa tête, mais nous n'accepterons pas que ses armes visent nos têtes. Nous comprenons les appréhensions de la base populaire du Hezbollah et nous sommes prêts, en tant que partenaire national libre ayant ses propres appréhensions sécuritaires et existentielles, à procéder à un échange d'assurances mutuelles par le biais d'un nouveau pacte national qui rendra les armes inutiles. Partant du principe que ce ne sont pas les alliances extérieures qui assureront au Hezbollah sa pérennité, mais le partenariat avec tous les autres Libanais, le parti de Dieu aurait intérêt à accepter une solution libanaise pour son armement plutôt que d'affronter une solution non libanaise que nous ne pourrions ni empêcher ni endurer. Nous en avons vu les prémices dans la résolution 1701. L'obstination du Hezbollah mènera tôt ou tard à une guerre régionale en raison du refus libanais et du consensus international sur le désarmement de ce parti (...) Sur le plan libanais, le système confessionnel vacille ; sur le plan arabe, nous assistons à la chute de régimes totalitaires et, sur le plan international, c'est le système financier qui chancelle. Au niveau régional, on assiste à la naissance d'un nouveau monde, mais qui s'opère dans le sang. Le problème du monde arabe est que la locomotive du changement est tirée par deux chevaux dont chacun va dans une direction opposée à l'autre : l'un vers une société religieuse et l'autre, beaucoup plus faible, vers une société civile. Nous aurions voulu que la Syrie se libanise, en s'inspirant de notre régime démocratique qu'elle a tant miné et non en reprenant la discorde qu'elle a parrainée et alimentée sur notre sol pendant plus de trente ans. »*

## Presse

**As Safir** (Quotidien libanais proche de la nouvelle majorité, 12 août 2011)

Marlène Khalifé

Un observateur estime que la dernière prise de position du roi saoudien s'inscrit dans le cadre d'un durcissement global des

positions sur la Syrie, notamment de la part de pays proches de Damas comme la Turquie ou la Russie. La concordance des positions saoudienne, turque et russe marque le début d'une nouvelle étape pour la Syrie. L'observateur estime cependant que l'option militaire n'est pas envisagée en Syrie à court terme, notamment après l'expérience libyenne. Quant aux sanctions, elles ne permettent pas, selon lui, d'atteindre l'objectif escompté. La solution est donc aux mains du peuple syrien, c'est lui qui tranchera la bataille.

Interrogés sur l'impact du dossier syrien sur les relations libano-saoudiennes, des visiteurs de l'Arabie saoudite estiment que la rupture du silence saoudien sur l'attitude syrienne aura certainement des répercussions : « Au cours des trois dernières années, l'Arabie saoudite s'est éloignée de la politique intérieure libanaise, mais cette situation va changer, ce qui pose de nouveaux défis au gouvernement libanais. »

#### **As Safir (11 août 2011)**

Un responsable de la majorité, évoquant l'attitude de l'ancien Premier ministre Saad Hariri vis-à-vis de la situation en Syrie, lance sans détour : « Si j'étais à la place de Saad Hariri, je me serais attaché au maintien au pouvoir du président syrien Bachar el-Assad ». En cas de chute du régime en Syrie, tout porte à croire que ce sera de deux choses l'une : un chaos généralisé dans le pays, ou une montée en flèche du courant salafiste. Dans les deux cas de figure, poursuit-il, les retombées seront négatives pour le rôle et les intérêts de Hariri. D'ailleurs, ce dernier s'est totalement impliqué dans la bataille contre Assad, et serait à deux pas du point de non-retour, étant donné son pari sur la chute imminente du régime.

#### **As Safir (11 août 2011)**

Sateh Nouredine

Les pays arabes qui voient un complot états-unien partout entretiennent un mythe. Ces pays vivent encore à l'époque de la Guerre froide et ne veulent pas voir la réalité en face : les Américains n'arrivent pas à gouverner l'Irak, à rester en Afghanistan ou à poursuivre la guerre contre Al-Qaëda. La société et l'armée US sont épuisées et l'économie américaine est au bord

de la faillite. Les États-Unis ne sont plus en mesure de contrôler le sort des nations, y compris celles qui insistent à renoncer à leur libre-arbitre.

**As Safir** (10 août 2011)

Malak Akil

Les positions des forces politiques chrétiennes au Liban vis-à-vis les développements en Syrie se résument à ce qui suit : le CPL craint la chute du dernier bastion de la résistance dans la région, ce qui entraînerait une implantation des Palestiniens au Liban ; les Forces libanaises espèrent que le moment historique que traverse la région permettra d'éradiquer le parti Baas et, dans la foulée, d'en finir aussi avec le Hezbollah ; les Kataëb se méfient à la fois de l'axe sunnite et de l'axe chiite et craignent que l'on ne passe des dictatures des minorités aux dictatures religieuses ; les chrétiens modérés redoutent la partition et l'hégémonie des mouvements intégristes dans la région.

Malgré leurs différences, les chrétiens au Liban sont d'accord sur un point : Toute alternative au régime syrien ne remportera leur soutien que si elle instaure un changement démocratique réel qui protège à la fois les chrétiens du Liban et de Syrie. Une délégation ecclésiastique syrienne en visite à Moscou a obtenu des assurances que l'on ne touchera pas au régime syrien.

**As Safir** (09 août 2011)

Le dossier syrien est désormais un point de discorde essentiel au Liban. Les manifestations se multiplient dans les régions libanaises et certains observateurs craignent d'éventuels accrochages dans la rue entre partisans et opposants au régime syrien. Les multiples tentatives de transfert d'armes à destination de la Syrie déjouées dernièrement ne font qu'augmenter ces inquiétudes. Un sit-in a été organisé en solidarité avec le peuple syrien à la Place des Martyrs hier, à l'appel d'intellectuels et de militants libanais. Certaines personnalités du 14-Mars y ont pris part.

**An Nahar** (Quotidien libanais proche du 14-Mars, édition du 12 août 2011)

Khalil Fleihane

Les violations terrestres israéliennes répétées —trois en une

semaine, une à Wazzani et deux à Kfarchouba— sont-elles le prélude à une prochaine agression contre le Liban ? Des sources diplomatiques européennes n'écartent pas la possibilité que l'État hébreu lance une offensive globale contre le Liban en septembre. Cette attaque ne viserait pas uniquement les caches d'armes du Hezbollah et les domiciles de ses responsables, mais elle toucherait également des infrastructures publiques —transport, eau, électricité, postes militaires—. Ces informations proviennent d'un État européen, important contributeur à la Finul. Les sources ajoutent que Tel-Aviv a mis au point un plan militaire plus efficace que les plans précédents. La nouvelle offensive viserait à saper les tentatives du président palestinien Mahmoud Abbas d'obtenir une reconnaissance de l'État palestinien au cours de la prochaine session ordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU.

**An Nahar** (12 août 2011)

Rosanna Bou Mounsef

Le chef de la diplomatie turque Ahmet Davutoglu s'est rendu à Damas les bras chargés d'une dizaine de propositions, fruit des contacts internationaux et des contacts possibles avec l'opposition syrienne. Ces propositions expliquent les mesures que le régime syrien est appelé à entreprendre dans les plus brefs délais : mettre fin à la répression, retirer l'armée syrienne dans les casernes, fixer la date d'élections présidentielles et législatives libres, abroger l'article 8 de la Constitution relatif au monopole du parti Baas. Si le régime de Damas y réagit favorablement, la Turquie pourra alors intervenir auprès de la communauté internationale pour retarder de nouvelles sanctions. D'ailleurs, les responsables turcs ont déjà contacté leurs homologues aux États-Unis, en Arabie saoudite et en Europe pour qu'aucun renforcement des sanctions, contre le régime syrien, n'intervienne dans le délai de 15 jours imparti à ce régime.

**An Nahar** (12 août 2011)

Sarkis Naoum

Selon des chercheurs états-uniens, l'influence de la Turquie s'amplifiera en Syrie, abstraction faite du dénouement du bras de fer qui y est actuellement engagé. La Turquie ne peut que s'en féliciter, parce qu'elle cherche à s'ériger en force régionale

incontournable au Moyen-Orient. Mais à cause d'une telle ambition, la Turquie se retrouvera en porte-à-faux avec l'Iran, qui s'évertue elle aussi à devenir une grande puissance régionale. La Syrie sera donc l'arène d'une confrontation entre Ankara et Téhéran, dont les relations bilatérales risquent de devenir de plus en plus tendues.

Al Akhbar (Quotidien libanais proche de la nouvelle majorité, 09 août 2011)

Jean Aziz

Le patriarche maronite, Mgr Béchara Raï, a opéré un revirement sur les plans chrétien, libanais et extérieur. Sur le plan chrétien d'abord, le prélat a repositionné le patriarcat maronite sur la scène chrétienne, à égale distance de tous les protagonistes, sans pour autant renoncer au rôle de l'Église en politique. Sur le plan libanais ensuite, il a reconnecté le patriarcat à toutes les composantes du pays, notamment après la rupture entre Bkerké et les chiites au lendemain du fameux communiqué du 6 juin 2009. Plus important encore, aucune communauté n'a eu le sentiment qu'il s'est distancié d'elle. Sa prise de position au sujet du TSL est la meilleure preuve de son succès : oui à la justice, non à la politisation.

Sur le plan extérieur enfin : avant le 15 mars dernier, le patriarcat était en rupture totale avec Damas. « Oui, je visiterai Damas », a déclaré Mgr Raï au lendemain de son élection. Encore une fois, il a réussi à prendre une position médiane : aucun problème avec la Syrie, et aucun problème non plus avec ses adversaires. Une sorte de neutralité positive.

Le patriarche Raï est-il un projet de leader, ou le leader d'un projet ?

**Al Akhbar** (08 août 2011)

Ibrahim el-Amine

L'exacerbation de la répression en Syrie pourrait en pratique limiter l'ampleur des manifestations. Cependant, elle ne pourra pas mettre fin au mouvement de protestation qui gagne la plupart des régions syriennes et auquel participe une grande partie du peuple syrien. Le pays se trouve dans l'impasse : le régime n'accepte pas de dialoguer avec des groupes qu'il considère comme étant manipulés par des parties étrangères. Dans le même temps, il ne fait pas de

concessions qui permettent à ceux parmi les opposants qui n'ont aucun lien avec l'étranger, d'avancer vers un compromis. Dans ce contexte de polarisation, il est difficile de prendre parti. Soutenir un camp contre l'autre revient à ignorer des réalités difficiles liées au contexte syrien. Cela ne veut pas dire qu'il est insensé d'appeler au changement, mais tout changement qui ignore les réalités existantes serait une sorte d'aventure non calculée.

**L'Orient–Le Jour** (Quotidien libanais francophone, proche du 14–Mars, édition du 11 août 2011)

Paris, Elie Masbounji

Inquiétude croissante dans les hautes sphères françaises sur la sécurité et l'avenir de la Finul, et en particulier le contingent, qui pourrait être, selon des milieux politiques concernés, une cible accessible pour ne pas dire facile d'éventuelles représailles, si Paris augmentait la pression sur le régime syrien et si la situation de ce dernier venait à s'aggraver dans un proche avenir.

Les autorités françaises (l'Élysée, le Quai d'Orsay et le ministère de la Défense) ne s'inquiètent pas d'opérations possibles du Hezbollah, comme le laissent entendre des diplomates arabes en poste à Paris, mais d'actions ciblées de groupuscules prosyriens qui pourraient agir de leur propre chef.

De source proche du Quai d'Orsay, on apprend qu'en dépit de tout ce qui pourrait se passer au Liban–Sud, la France n'arrivera pas au point de retirer ses soldats ni même de réduire ses effectifs. Pour Paris, a ajouté cette source, la présence d'un contingent français consistant au Liban dépasse l'objectif et la mission de la Finul pour exprimer un soutien concret à l'indépendance et à la souveraineté du Liban.

On peut rappeler à cet égard que lors de sa récente visite en France, le général Jean Kahwagi, commandant en chef de l'armée, a entendu de la bouche même de hauts responsables militaires et civils ces mêmes assurances et ce même engagement français.

Toujours est-il que la sécurité de la Finul reste au premier plan des inquiétudes des autorités françaises qui, malgré les vacances, suivent heure par heure ce qui se passe au Liban même et aussi en Syrie, entend-on dire dans certains milieux parlementaires.

Ces milieux confirment que, comme les hauts responsables de

l'exécutif, leurs craintes ne proviennent pas tant du Hezbollah que d'éléments incontrôlés qui peuvent prouver que ni la Finul, ni le Hezbollah, ni même les deux réunis ne contrôlent le terrain à cent pour cent.

Pour l'instant, tout le monde est sur le qui-vive, tout en pariant sur la sagesse des uns et la bonne volonté des autres.

*Pierre Khalaf*

Source  
[New Orient News \(Liban\)](#)

---

Source : « La crise du capitalisme sauvage », par Pierre Khalaf, New Orient News (Liban), *Réseau Voltaire*, 15 août 2011, [www.voltairenet.org/a171102](http://www.voltairenet.org/a171102)